



RAPPORT INTERMEDIAIRE : RESULTATS DE L'ENQUETE APPROFONDIE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES DANS LA PROVINCE DU KASAÏ OCCIDENTAL: Octobre 2011

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Kasai Occidental est l'une des onze provinces actuelles de la République Démocratique du Congo (RDC) située au centre- sud du pays et s'étendant sur une superficie de 154 741.8 Km², soit 6,6 % de la superficie totale de la RDC. Il est limité par la Province de l'Equateur au Nord ; la Province du Kasai Oriental à l'Est ; la Province du Bandundu à l'Ouest, la Province du Katanga et la République d'Angola au Sud. Sa population est estimée à environ 6 901 126 habitants avec une densité de 45 habitants par km²¹.

La province jouit d'un climat de type équatorial dans le Nord et de type soudanien dans le Sud, avec des hauteurs pluviométriques moyennes annuelles de 2.000 m au nord qui décroissent progressivement jusqu'à 1 400 mm à l'extrême Sud de la Province. De façon générale, les sols sont riches et propices à l'agriculture pluviale ou irriguée en raison de nombreux cours d'eau qui émaillent la région. Malgré ces atouts, l'agriculture reste essentiellement celle de subsistance marquée par une faible productivité. Ces dernières années, du fait de l'effet conjugué de l'instabilité politique, du manque d'investissement dans le secteur agricole, de l'exode rural, l'activité agricole est en baisse avec comme conséquence un déclin de l'économie de la région plus portée vers l'extraction minière elle-même confrontée à des problèmes structurels qui plombent sont développement. Les échanges commerciaux sont en forte baisse à cause du dysfonctionnement continu de la Société nationale de chemin de fer du Congo "SNCC". Un enclavement qui a particulièrement affecté la partie nord de la province, en obstruant toutes les voies d'échanges de sa production agricole. Ces poussées de crise ont entraîné une baisse de la production agricole et multiplié les problèmes sociaux et alimentaires au sein des communautés. Les résultats de l'enquête MICS de 2010, a relevé que 20% des ménages avaient une consommation alimentaire pauvre ou limite à l'échelle de la province sans qu'il ne soit possible de désagréger ces résultats au niveau territorial. Selon le 4ème cycle d'analyse (mars 2011) du cadre intégré de classification des phases de sécurité alimentaire, il existe au Kasai Occidental 4 territoires en crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë ou phase 3 et c'est notamment Dekese, Dimbelenge, Luebo et Demba ; et 6 Territoires en insécurité alimentaire modérée/limite ou en phase 2, notamment Mweka, Luiza, Tshikapa, Dibaya, Ilebo et Kazumba.

La situation nutritionnelle est également précaire avec un taux de malnutrition aiguë global des enfants de moins de 5 ans de 14,9% selon les résultats de l'enquête MICS de 2010. Les enquêtes nutritionnelles territoriales de 2009 ont identifié 10 entités administratives sur 15 évaluées fortement touchées par la malnutrition avec des taux au-dessus du seuil d'urgence de 10% fixé par l'OMS. Parmi ces territoires, deux (Lwiza et Dekesse) ont enregistré des taux de malnutrition au-delà du seuil d'urgence critique de 15% selon les normes de classification de l'OMS. La mortalité rétrospective chez les enfants de moins de 5 ans était supérieure à 1/10 000 personnes / jour dans les 10 entités susmentionnées. La situation nutritionnelle a continué à se dégrader en 2010 et en 2011. Les enquêtes nutritionnelles territoriales conduites par Pronanut dans les territoires de Lwiza et de Dekese, en octobre 2010, ont révélé des taux de malnutrition aiguë globale respectives de 11.3 % et de 13.7 % tandis que celles menées par ACF, en juillet 2011, dans les zones de santé de Kitangwa, Kamonya, Nyanga, Ndekesha, Lubondaye et Mushenge ont montré partout des taux de malnutrition aigue globale supérieurs à 10 %. La malnutrition aigue sévère atteint ou dépasse partout le seuil fixé de 2 %.

¹ Ministère de la santé, PEV 2010



En outre, depuis 2003, la province fait face de manière anachronique à de vagues d'expulsés d'Angola dont la plus grande est celle d'octobre 2010. Les personnes affectées selon le système d'identification mis en place, seraient de 8296 personnes au 4^{ème} trimestre 2010 et, 2828 au mois de Janvier 2011, dont 1695 à Tshikapa et 1133 à Lwiza. Parmi ces sujets enregistrés, certains enfants présentaient des signes de malnutrition. Eu égard aux résultats des enquêtes nutritionnelles territoriales de 2009, le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé une action d'assistance alimentaire aux malnutris (enfants, femmes enceintes, femmes allaitantes), dans le cadre de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) dans les Kasai. C'est dans ce contexte qu'intervient la présente évaluation de la sécurité alimentaire des ménages. Si la situation nutritionnelle est tout au moins documentée à partir des enquêtes nutritionnelles anthropométriques, la situation de sécurité alimentaire des ménages par territoire n'est pas connue. Eu égard à cette insuffisance, le PAM en collaboration avec ses partenaires notamment l'Institut National de la Statistique (INS) a jugé utile de combler ce déficit en information sur la situation de sécurité alimentaire.

C'est dans ce contexte que le PAM a diligenté une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire afin de disposer d'indicateurs désagrégés à l'échelle territoriale pour permettre une meilleure compréhension du problème et parvenir à des interventions appropriées. L'étude devra aider à mieux identifier les populations les plus vulnérables, d'adapter et d'orienter l'assistance alimentaire par rapport à leurs besoins.

OBJECTIF DE L'ENQUETE

L'objectif global de cette évaluation est de disposer d'indicateurs de référence sur la sécurité alimentaire des ménages en vue de proposer les options de réponse les plus appropriées. De manière plus spécifique, l'enquête vise à collecter et à analyser les données secondaires et primaires sur la consommation alimentaire, les revenus et les moyens de subsistance, les chocs et les stratégies de survie, la production agricole, l'accès aux services sociaux (santé, éducation) ainsi que l'évolution des prix sur les marchés. Elle vise également à identifier les causes sous jacentes de l'insécurité alimentaire dans la région afin de proposer les options de réponses les mieux appropriées pour y faire face.

METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

L'échantillon a été basé sur un sondage stratifié probabiliste à deux degrés avec comme unité primaire les villages et comme unité secondaire les ménages. Les strates sont constituées de territoires de façon à disposer des résultats représentatifs au niveau de chaque territoire constituant la strate. La taille minimale requise au niveau de chaque strate a été calculée en se basant sur les informations secondaires existantes sur la sécurité alimentaire de façon à assurer un niveau de confiance de 95%. Chaque territoire constitue une strate à part entière. Afin de tenir compte du poids démographique de chaque strate, la taille globale de l'échantillon a été répartie proportionnellement à la taille de chaque strate avec des ajustements pour permettre d'atteindre un niveau minimal de ménage par strate et par territoire. Finalement, la taille totale de l'échantillon a été portée à 2.206 ménages répartis dans 10 territoires constituant en même temps les strates. Les données ont été collectées à l'aide de mini ordinateurs (PDA) rendant ainsi la saisie et le contrôle de la qualité des données automatiques, instantanés et systématiques. Les données manquantes et aberrantes sont corrigées avant de quitter le ménage. Elles sont ensuite transférées, encodées et analysées avec le logiciel SPSS. La détermination des ménages en insécurité alimentaire a été basée sur le cadre analytique du PAM avec l'indicateur de score de consommation alimentaire comme indicateur de base. Cet indicateur a été ensuite triangulé et validé avec d'autres indicateurs d'accès alimentaire (terciles d'indicateur de richesse et le coping strategy index). Ainsi déterminé un ménage en insécurité alimentaire est celui qui a une consommation alimentaire pauvre ou



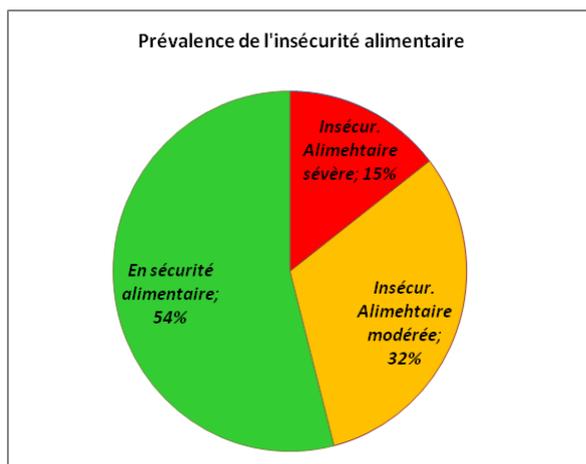
limite mais en même temps a développé des stratégies de survie négatives et classé également pauvre par rapport à ses revenus². Les données ont été collectées du 18 juillet au 18 août 2011 avec un taux de réalisation de 99.8% et 2.206 ménages ont été effectivement enquêtés sur les 2.210 prévus. Au total l'enquête a concerné 221 villages et dans chaque village, 10 ménages ont été sélectionnés de manière aléatoire selon la méthode EPI. Avant cette collecte, les enquêteurs ont été formés à Kananga, durant 5 jours, sur l'approche méthodologique de l'enquête et la manipulation correcte des outils d'enquête dont le PDA et le questionnaire communautaire. Les données primaires furent collectées à l'aide d'un questionnaire ménage et un questionnaire communautaire.

LIMITES DE L'ENQUETE

Malgré son envergure et sa bonne couverture géographique, le fait que cette enquête n'a pas couvert le milieu urbain constitue une limite. En outre, la consommation alimentaire des ménages est seulement mesurée en termes de fréquence et de diversité et ne permet pas ainsi de calculer les quantités consommées par les ménages en termes de kilocalorie.

COMBIEN DE PERSONNES SONT EN INSECURITE ALIMENTAIRE EN MILIEU RURAL?

L'analyse de l'insécurité alimentaire fondée sur le score de consommation alimentaire et les indicateurs d'accès (stratégies de survie et indice de richesse) révèle que 15% des ménages de la province sont affectés par une insécurité alimentaire sévère tandis que 32% sont affectés par l'insécurité alimentaire modérée soit globalement 46% des ménages.



Les données collectées garantissent une bonne représentativité pour être extrapolées au niveau de chaque territoire enquêté.

En considérant les effectifs des populations utilisés par le Ministère de la santé, le tableau 3 ci-dessous renseigne sur le nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire dans les territoires enquêtés. Les estimations montrent que 810.649 personnes

sont affectées par l'insécurité alimentaire sévère tandis que 1.761.065 personnes souffrent d'insécurité alimentaire modérée soit un total de 2.571.714 personnes affectées par l'insécurité alimentaire dans la province du Kasai Occidental.

² Un ménage typique en insécurité alimentaire sévère a un score de consommation moyen de 28, un coping strategy index moyen de 9 et une dépense moyenne journalière par tête de 300 FC soit 0,3 \$ US (1 \$ US = 900 FC) par jour et par personne. Un ménage typique en insécurité alimentaire modérée a un score de consommation moyen de 39, un coping strategy index moyen de 5,9 et une dépense journalière moyenne par tête de 404 FC soit environ 0,4 \$ US par jour et par personne. Un ménage typique en sécurité alimentaire a un score de consommation alimentaire moyen de 55, un coping strategy moyen de 3,7 et une dépense journalière moyenne de 554 FC soit environ 0,6 \$ US par jour et par personne. Le régime alimentaire est très pauvre et constitué principalement de tubercules, de céréales et d'huile. Les autres catégories d'aliments étant très peu consommées. 9,6% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre, 24,7% ont une consommation alimentaire limite et 65,7% ont une consommation alimentaire acceptable

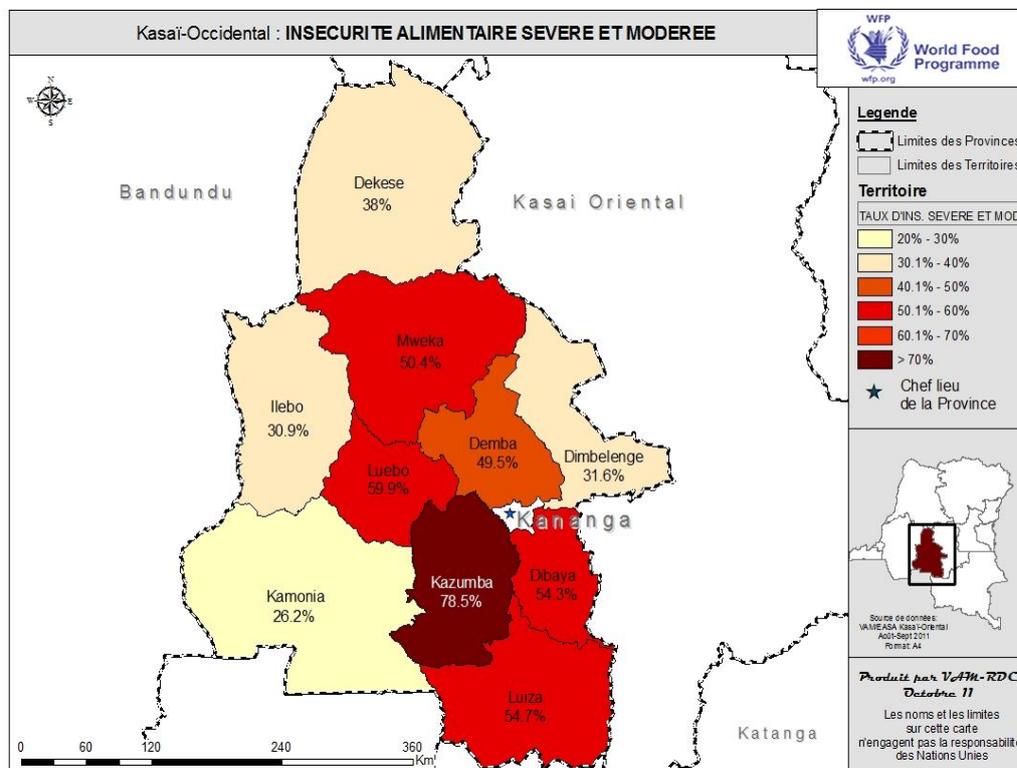


Population affectée par l'insécurité alimentaire par territoire

TERRITOIRES	POPULATION RURALE	Insécurité alimentaire sévère (A)		Insécurité alimentaire modérée (B)		Insécurité alimentaire sévère et modérée (A+B)	
		%	Population	%	Population	%	Population
DEKESSE	127 672	4,0%	5 107	34,0%	43 409	38,0%	48 515
DEMBA	643 296	19,5%	125 443	30,0%	192 989	49,5%	318 432
DIBAYA	537 084	11,0%	59 079	43,4%	233 094	54,4%	292 174
DIMBELENGE	268 910	3,9%	10 487	27,6%	74 219	31,5%	84 707
ILEBO	407 029	0,6%	2 442	30,3%	123 330	30,9%	125 772
KAZUMBA	1 285 146	26,5%	340 564	51,9%	666 991	78,4%	1 007 555
LUEBO	344 590	28,0%	96 485	31,8%	109 580	59,8%	206 065
LUIZA	455 073	26,9%	122 415	27,8%	126 510	54,7%	248 925
MWEKA	589 130	13,6%	80 122	36,9%	217 389	50,5%	297 510
KAMONYA	932 753	9,0%	83 948	17,2%	160 434	26,2%	244 381
TOTAL	5 590 684	14,5%	810 649	31,5%	1 761 065	46,0%	2 571 714

DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

La distribution spatiale de l'insécurité alimentaire montre que certains territoires sont particulièrement très affectés avec des taux d'insécurité alimentaire sévère très élevés : Luebo (28%), Luiza (27%), Kazumba (27%), Demba (20%). L'insécurité alimentaire modérée est quant à elle plus élevée dans les territoires suivants : Kazumba (58%), Dibaya (43%), Mweka (37%), Dekesse (34%), Luebo (32%). Si l'on considère l'insécurité alimentaire sévère et modérée à la fois, les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés sont enregistrés dans les territoires suivants : Kazumba (78%), Luebo (60%), Luiza (55%), Dibaya (54%), Mweka (51%), Demba (50%).





PROFIL DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE

Caractéristiques du ménage		Insécurité alimentaire sévère	Insécurité alimentaire modérée	En sécurité alimentaire	Total
Sexe du chef de ménage	Homme	13,8%	32,0%	54,2%	100%
	Femme	19,4%	27,6%	53,0%	100%
Niveau d'instruction du chef de ménage	Aucun	20,0%	31,8%	48,2%	100%
	Primaire	14,5%	32,8%	52,7%	100%
	Secondaire	11,1%	31,6%	57,3%	100%
	Supérieur	8,0%	14,0%	78,0%	100%
Taille moyenne du ménage	Moyenne	5	6	7	7
	1-3 pers	21,8%	32,2%	46,0%	100%
	4-7 pers	15,6%	31,6%	52,8%	100%
	8-10 pers	10,0%	30,8%	59,2%	100%
	11 pers et+	5,9%	31,1%	63,0%	100%
Niveau de richesse	Pauvre	21,3%	43,0%	35,7%	100%
	Moyen	7,5%	21,4%	71,1%	100%
	Plus nantis	9,2%	21,4%	69,4%	100%

Le tableau ci-contre donne les caractéristiques principales des ménages selon leur niveau d'insécurité alimentaire et permet de tirer plusieurs conclusions. En premier lieu, l'analyse montre que l'insécurité touche de manière significativement plus sévère les ménages dont le chef est une femme³.

En second lieu, les résultats montrent également que plus le

niveau d'instruction du chef de ménage est élevé plus le risque d'insécurité alimentaire est faible. Le taux d'insécurité alimentaire sévère parmi les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction est de 20% contre 8% pour les ménages dont le chef a un niveau supérieur. Cette relation traduit celle bien connue entre le niveau d'éducation et la pauvreté. Les ménages dotés d'un capital humain important ont plus de chances d'améliorer leur productivité agricole, diversifier leur source de revenu ou de trouver un emploi rémunéré. En troisième lieu, l'étude révèle que les taux d'insécurité alimentaire sont significativement plus élevés parmi les ménages de petite taille. La taille moyenne des ménages en insécurité alimentaire sévère est de 5 contre 6 pour les ménages en insécurité alimentaire modérée et 7 pour les ménages en sécurité alimentaire. Globalement, la taille moyenne des ménages de la province est de 7 personnes. Le taux d'insécurité alimentaire sévère parmi les ménages dont la taille est comprise entre une et trois personnes est de 21,8% contre 5,9% pour les ménages de 11 personnes et plus. Ces résultats sont cohérents avec la réalité économique de la région essentiellement basée sur l'agriculture et l'exploitation artisanale de minerais qui sont des activités qui demandent une main d'œuvre importante. Ce qui fait que les ménages moins dotés de forces de travail ont moins de possibilité de gagner plus de revenu ou d'accroître leur production agricole.

Enfin, si l'on regarde le profil de l'insécurité alimentaire suivant le niveau de richesse des ménages mesuré par les biens possédés et les caractéristiques du logement, on note que l'insécurité alimentaire touche avant tout les ménages les plus pauvres même si quelques cas sont notés parmi les autres catégories de ménages.

Les difficultés d'accès alimentaire ont contraint des ménages à développer des stratégies de survie négatives qui affectent non seulement leur situation alimentaire actuelle mais affaiblissent leurs moyens de subsistance futurs. 34% des ménages enquêtés ont déclarés avoir réduit les quantités consommées lors des repas tandis que 28% ont réduit tout simplement le nombre de repas journaliers. Plus d'un ménage sur deux ont du modifier leur habitude alimentaire. Les ménages en insécurité alimentaire ont davantage eu recours à ces stratégies. D'une manière générale, le régime alimentaire des ménages Kasaiens est pauvre et basé uniquement sur la consommation de tubercules, de céréales, de feuilles, légumes et d'huile. La consommation des autres groupes d'aliments qui sont nécessaires pour une alimentation équilibrée est très faible ou quasi inexistante (protéines animales, lait et produits laitiers, fruits et légumineuses). La

³ Test statistique significatif (p=0.000)



pauvreté du régime alimentaire peut être à l'origine de carences en vitamines et en micronutriments pouvant conduire à la malnutrition des enfants. L'analyse de la structure des dépenses, révèle qu'elle est essentiellement dominée par les dépenses alimentaires qui représentent en moyenne 65% des dépenses globales du ménage révélant ainsi la structure typique des dépenses d'une population très pauvre qui lutte pour sa survie. L'économie rurale dans la région est très peu diversifiée et essentiellement basée sur l'agriculture.

LES CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN MILIEU RURAL DE LA PROVINCE DU KASAI OCCIDENTAL

L'activité économique dans la province du Kasai occidental souffre de son enclavement qui limite les échanges commerciaux internes et externes. Le réseau routier actuel est vétuste et délabré. Les dysfonctionnements liés aux voies de navigation fluviale et ferroviaire empêchent des solutions alternatives rendant ainsi l'enclavement de la région totale. Les causes de l'insécurité alimentaire peuvent être scindées en deux catégories :

Les causes structurelles :

Le niveau d'enclavement élevé de la région qui empêche la valorisation du potentiel agricole et le développement d'une économie rurale susceptible d'accroître les revenus des ménages et réduire significativement la pauvreté.

L'activité agricole est pratiquée par la majorité de la population (77 % selon l'enquête) tandis que l'élevage n'est pratiqué que par 10% des ménages malgré le fait que la région soit également propice au développement de cette activité. Malgré son importance, le secteur souffre d'un manque d'investissement avec une production et une productivité qui restent marginales ne permettant pas aux ménages de couvrir adéquatement leurs besoins alimentaires.

La libéralisation de l'exploitation minière artisanale a eu pour conséquence majeure l'abandon progressif du travail agricole par la population et a accéléré l'exode rural et une paupérisation de plus en plus croissante dans les villes. Avec la baisse des cours mondiaux du diamant, plusieurs ménages ont vu leurs moyens de subsistance se précariser. Cette situation a poussé plusieurs bras valides de la région à traverser la frontière pour aller en Angola et se trouve aujourd'hui refoulés.

Les causes conjoncturelles aggravantes :

De 1996 à 1997, la province a aussi connu la guerre de l'AFDL (Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo), suivie de celle d'occupation de 1998 à 2003. Celles-ci couplées à des crises politiques et économiques profondes qui affectent le pays ont contribué à la désintégration continue du tissu économique et social des populations. Depuis 2008, le marasme du secteur minier (diamant) engendré par la baisse des cours mondiaux du diamant aura induit l'augmentation du chômage et de la pauvreté. La forte dépendance de la région des importations pour son alimentation dans un contexte de manque d'infrastructures de transport adéquates a contribué à la flambée des prix des denrées alimentaires de base. L'évolution des prix nominaux de denrées alimentaires suivis ces trois dernières années par la FAO à Tshikapa et à Kananga dessine une tendance générale à la hausse.



RECOMMANDATIONS POUR LES INTERVENTIONS ET PROGRAMMES

Recommandation d'ordre général :

Le développement des activités agricoles catalysé par des investissements et l'encadrement technique des paysans, la réhabilitation et la construction des routes et des pistes rurales et la mise en place des filets sociaux susceptibles de prendre en charge les couches les plus vulnérables de la population constituent des axes d'interventions prioritaires. La réorganisation du secteur minier par un encadrement et un contrôle plus rigoureux permettra d'améliorer les recettes de l'état et une redistribution plus judicieuse des revenus. La situation actuelle appelle à des interventions de court et de moyen et long terme

Pour le court terme : La situation actuelle exige des **interventions alimentaires et non alimentaires** pour soulager à la fois les difficultés alimentaires des ménages du moment mais également servir de tremplin pour les activités de développement. La précarité de la situation nutritionnelle des enfants exige une intervention d'urgence. En revanche sur le plan alimentaire, bien que l'insécurité alimentaire soit généralisée, elle n'exige pas des interventions d'urgence mais plutôt des interventions de redressement et de réhabilitation. L'assistance alimentaire peut prendre la forme du **food for work** ou du **cash for work/cash transfert** selon la situation des marchés. Ces interventions doivent cibler les travaux à haute intensité de main d'œuvre comme la réhabilitation des ponts et des pistes rurales, la création et l'entretien d'ouvrages communautaires. **Les cantines scolaires** constituent également une modalité d'intervention pertinente dans la mesure où l'enquête montre que 7% des enfants d'âge scolaire des ménages enquêtés ont abandonné l'école au moins pendant quatre semaines d'affilée soit à cause de l'éloignement de l'école ou à cause des frais de scolarité très élevés. Parallèlement **les interventions sur le plan agricole** visant à doter les ménages de semences de qualité et d'outils pour améliorer la production agricole doivent être initiées. Le programme **d'achats locaux (P4P)** du PAM constitue également un instrument d'intervention pour stimuler la production agricole dans les zones à fortes potentialités. Il est également important d'entreprendre des évaluations complémentaires pour mieux évaluer la vulnérabilité des ménages en milieu urbain et de mieux connaître le fonctionnement des marchés. En raison de la précarité de la situation alimentaire et nutritionnelle, la mise en place d'un système de surveillance de la situation alimentaire et nutritionnelle est également recommandée.

Pour le long et moyen terme : Le développement de la région passe par la mise en valeur et une meilleure exploitation des potentialités agricoles, de l'élevage et du secteur minier. L'exécution des programmes contenus dans le document stratégique de réduction de la pauvreté et les programmes sectoriels de développement devraient permettre d'apporter des solutions de long terme aux problèmes de la région. La promotion des activités génératrices de revenu notamment dans le secteur agricole et de l'artisanat en favorisant l'accès aux microcrédits devrait contribuer à la relance économique. Le secteur de l'élevage souffre également d'un manque d'encadrement et les ménages peinent à reconstituer leur cheptel décimé par les conflits ou par la décapitalisation.

Pour en savoir plus

Martin Ohlsen : Représentant du PAM ; martin.ohlsen@wfp.org,
Kojo Anyanful : Représentant adjoint du PAM ; kojo.anyanful@wfp.org
Housainou Taal : Chef de programme ; housainou.taal@wfp.org
Koffi Akakpo : Chef de l'unité VAM ; koffi.akakpo@wfp.org
Papa Zoumana Diara : Chef du bureau des Kasai ; papazoumana.diarra@wfp.org